



« **VIVRE DIGNEMENT DE SON TRAVAIL** »

Baisser le nombre de fonctionnaires pour maîtriser les dépenses publiques. Les déclarations ministérielles du week-end viennent une nouvelle fois alimenter le concours Lépine des mauvaises idées en matière de réduction des dépenses en 2026. À l'évidence, le concours se poursuit et même bat son plein. Après le gel du point d'indice et la baisse de l'indemnisation des arrêts maladie, le « fonctionnaire bashing » refait surface. Les paris sont lancés sur le nombre de postes qu'il faudrait supprimer dans la fonction publique.

Les applaudissements en direction des personnels, notamment les soignants pendant le Covid, en signe de solidarité et d'encouragement, ont été bien vite oubliés. Les agents publics sont de nouveau considérés uniquement comme une dépense budgétaire, qu'il faudrait réduire. Encore une fois les fonctionnaires sont dans le viseur, comme aux heures sombres de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) et des multiples réformes qui ont suivi, qui ont détruit plusieurs dizaines de milliers de postes et fragilisé l'ensemble des missions de service public.

Car au-delà des annonces ministérielles, les attentes des Français en matière de service public sont immenses. La suppression des emplois publics a des conséquences concrètes : absences de professeurs non remplacés, difficultés d'accès aux soins de santé, dégradation des conditions d'accueil de la petite enfance comme des plus âgés, allongement des délais d'obtention de rendez-vous dans les mairies et

les préfectures, etc. Les services publics participent à la cohésion sociale de la République, il est nécessaire et indispensable de les préserver!

Hasard du calendrier, FO organisait cette semaine une conférence de presse à l'initiative de nos fédérations de la fonction publique, pour présenter un cahier revendicatif intitulé « Vivre dignement de son travail ». Ce document pose clairement les constats et les revendications. Il démontre la mécanique de la perte de pouvoir d'achat, le gel des rémunérations, les carrières

figées, rendues invisibles par le tassement des grilles indiciaires, le recul des droits, l'absence de reconnaissance et les injustices vécues par les agentes et agents.

Avec ce document, FO continue à porter ses revendications sur l'augmentation des salaires et du point d'indice, pour obtenir un rattrapage

du pouvoir d'achat et l'amélioration des grilles. Un service public fort exige des agents publics reconnus, rémunérés et respectés. Cela passe par l'ouverture de réelles négociations, sur les rémunérations, mais aussi les conditions de travail et l'attractivité des métiers.

Les revendications de nos camarades du public valent évidemment aussi pour le privé. Alors que les prix alimentaires repartent à la hausse et que les salaires négociés ralentissent, l'augmentation des salaires du public comme du privé est plus que jamais la priorité. C'est la réponse pérenne au maintien du pouvoir d'achat, c'est la réponse pérenne pour vivre dignement de son travail!

Un service public fort exige des agents publics reconnus, rémunérés et respectés

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr